

Accueil sélectif aux frontières européennes : du racisme des politiques migratoires

« Les ministres (de l'Intérieur) de l'Union européenne (UE) se sont accordés aujourd'hui unanimement sur la mise en place d'un mécanisme de protection temporaire pour répondre à l'afflux de personnes déplacées en provenance d'Ukraine »¹. C'est dans ces termes que la France, qui préside actuellement le Conseil de l'UE, s'est félicitée par la voix de son ministre de l'Intérieur de l'accord historique de la mise en œuvre, pour la toute première fois, de la directive européenne sur la protection temporaire de 2001, lors de la réunion du Conseil « Justice et affaires intérieures » du 3 mars. « Cette décision reflète le plein engagement de l'Union européenne à afficher sa solidarité à l'égard de l'Ukraine et à assumer son devoir à l'égard des populations victimes de cette guerre injustifiable », a-t-il ajouté.

Ce mécanisme de protection, demandé à plusieurs reprises par la société civile pour d'autres groupes de personnes exilées – les Syrien-ne-s en 2011 ou les Afghan-e-s à l'été 2021 – n'avait jamais été jusque-là appliqué². Par ailleurs, depuis le début de l'invasion militaire russe de l'Ukraine, les pays limitrophes – tels que la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie – qui ont, au cours des dernières années, pratiqué une politique de rejet et d'hostilité à l'égard des personnes en exil tentant de traverser leurs frontières, se sont rapidement organisés pour accueillir les Ukrainien-ne-s fuyant la guerre. Ailleurs en Europe, des États qui, il y a peu, criminalisaient la solidarité manifestée par une partie de la population avec les exilé-e-s l'encourageaient au contraire à l'égard des déplacé-e-s ukrainien-ne-s.

L'Europe aurait-elle décidé d'en finir avec la guerre aux migrant-e-s qu'elle mène depuis plus de 30 ans ? Rien n'est moins sûr. Bien que ces initiatives récentes ne puissent être que saluées – la population ukrainienne en fuite doit absolument être accueillie – elles sont révélatrices de l'hypocrisie de la politique européenne et des politiques nationales qui pratiquent une hospitalité à deux vitesses en continuant à opérer un tri entre les « bons » réfugié-e-s et les « mauvais » migrant-e-s afin de tenir à l'écart et nier les droits des populations du Sud global.

En effet, alors que le gouvernement polonais soutient que « les réfugiés fuyant l'Ukraine en guerre entrent en Pologne quelle que soit leur nationalité »³, nombreux sont les témoignages des personnes originaires d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient résidant en Ukraine qui font état des pratiques discriminatoires et racistes qu'elles ont eu à subir de la part des garde-frontières ukrainiens et polonais. Des centaines d'entre elles ont été bloquées dans les gares ferroviaires ou aux frontières, y compris des femmes avec leurs bébés, lors du passage à la frontière. Des vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux montrant des personnes attendant, dans un froid intense, d'être autorisées à quitter le territoire ukrainien, tandis que d'autres ont dû rebrousser chemin ou s'organiser pour franchir collectivement les barrages.⁴

1 Ministère de l'Intérieur français, [Accord historique des ministres de l'Intérieur de l'Union européenne pour l'activation du dispositif de protection temporaire](#), 3 mars 2022.

2 ICMPD, [The war in Ukraine and the renaissance of temporary protection - why this might be the only way to go](#), 2 mars 2022 ; GISTI, [Lettre ouverte au Président de la République sur l'accueil des réfugiés et des migrants en France et en Europe](#), 10 septembre 2015.

3 France 24, [Exode à la frontière Ukraine-Pologne : "Ils nous refoulent juste parce qu'on est Noirs !"](#), 28 février 2022.

4 Médias de Bruxelles, [Change asbl tente de venir en aide à 12 étudiants congolais bloqués en Ukraine](#), 5 mars 2022 ; PositivR, [Ukraine : il loue un bus pour rapatrier à Varsovie les réfugiés d'origine africaine](#), 4 mars 2022.

Au mépris de ces témoignages concordants, le porte-parole des garde-frontières ukrainiens a déclaré : « *Je ne sais pas ce qu'il s'est passé, ces personnes ont peut-être été refoulées parce qu'elles essayaient de griller la priorité dans la file d'attente* »⁵. Le ministre de l'Intérieur français est allé jusqu'à affirmer que « *les Polonais eux-mêmes ont dit que tout le monde était accueilli en Pologne et dans le reste de l'Union européenne* », rapportant que « *l'ambassadeur de la Pologne a[vait] évoqué le fait que c'était notamment une utilisation russe pour déprécier le travail* » fait par les autorités de ce pays⁶.

Tant les pratiques de tri aux frontières de l'UE que le mécanisme de protection temporaire mis en place à l'heure de l'exode de la population vivant en Ukraine sont discriminatoires, puisqu'ils engendrent un choix à opérer parmi les personnes à protéger⁷. Ces pratiques visant à limiter l'arrivée des citoyen·ne·s du Sud global s'inscrivent dans la continuité de la politique raciste de l'UE et de ses États membres au cours des dernières décennies.

En effet, il y a à peine quelques mois les autorités polonaises érigeaient ainsi des barbelés et des murs à la frontière biélorusse comme seule réponse à l'arrivée des femmes, des hommes et des enfants en provenance des pays tels le Yémen, l'Afghanistan, la Syrie, l'Irak, ou la République démocratique du Congo (RDC) parmi d'autres, au prétexte qu'il s'agissait de « *migrant·e·s* » instrumentalisé·e·s par le chef d'État biélorusse.

Un peu plus tôt, après la prise de pouvoir par les Talibans à Kaboul, les pays européens aujourd'hui « *accueillants* » s'organisaient pour fermer leurs frontières aux milliers de personnes cherchant à fuir l'Afghanistan, alléguant comme l'a fait la France, que « *l'Europe ne peut pas à elle seule assumer les conséquences de la situation actuelle [et que] nous devons anticiper et nous protéger contre les flux migratoires irréguliers importants* »⁸.

Ce que cachent mal les discours et pratiques à géométrie variable que nous observons aujourd'hui porte un nom : le racisme, c'est-à-dire la croyance en une hiérarchie des êtres humains et la production d'un rapport de domination pour tenter de rendre opérante cette hiérarchisation. L'idéologie raciste se masque le plus souvent derrière des atours présentables, dans des arguties telles que : « *La place de ces gens-là est chez eux, à aider leur pays à sortir de la misère* », « *ils doivent être accueillis dans les pays limitrophes au Sud, dont la culture dominante est proche de la leur...* », ou encore « *dans la migration, ils se mettent en danger et se font la proie des passeurs* ». Mais elle apparaît pour ce qu'elle est en période de crise, quand refont surface les discours alarmistes qui, chez les responsables politiques et dans certains médias, attisent la peur de l'invasion.

Pour commenter la décision de l'UE de déclencher le mécanisme de protection temporaire, la Commissaire européenne aux Affaires intérieures, Ylva Johansson, parle d'un « *changement de paradigme* », et on entend volontiers dire dans les médias que les Européens auraient retrouvé « *le sens de l'accueil* »⁹. C'est oublier que, comme on le voit aujourd'hui, la légitimité des souffrances se mesure à l'aune des origines et de la couleur de la peau.

Des exilé·e·s se mobilisent depuis des mois pour défendre leur droit à la protection et à quitter un pays où leur vie est en danger et n'ont toujours pas vu cet accueil se matérialiser. A l'image de celles et ceux

5 France 24, [Exode à la frontière Ukraine-Pologne : "Ils nous refoulent juste parce qu'on est Noirs !"](#), 28 février 2022.

6 France Inter, [Gérald Darmanin : "800 Ukrainiens sont arrivés sur le sol français"](#), 3 mars 2022.

7 [Décision d'exécution \(UE\) 2022/382 du Conseil du 4 mars 2022](#) constatant l'existence d'un afflux massif de personnes déplacées en provenance d'Ukraine, au sens de l'article 5 de la directive 2001/55/CE, et ayant pour effet d'introduire une protection temporaire.

8 Mediapart, [Réfugiés ukrainiens : l'indignité derrière la solidarité](#), 2 mars 2022.

9 Le Monde, [Avec les réfugiés ukrainiens, les Européens retrouvent le sens de l'accueil](#), 4 mars 2022.

sur la route des Balkans¹⁰, ou bloqué·e·s dans le sud de la Tunisie¹¹, ou encore en Libye qui ne sont pas dupes : « *Ils affirment que les Ukrainiens sont différents, qu'ils sont des programmeurs informatiques et qu'ils ont une histoire bien connue, contrairement aux Africains dont le passé est marqué par la pauvreté. Les Ukrainiens sont désormais accueillis dans des pays qui ont fermé leurs portes aux réfugiés du Moyen-Orient et d'Afrique* »¹². Si nous exprimons toute notre solidarité avec les exilé·e·s ukrainien·e·s, nous joignons nos voix à celles de toutes les personnes qui sont bloquées et maintenues sciemment à distance des frontières européennes.

Aujourd'hui l'UE fait pour les exilé·e·s Ukrainien·ne·s ce qu'elle a longtemps prétendu impossible : permettre la mobilité des personnes en quête de refuge et la reconnaissance de leurs droits plutôt que de chercher à les bloquer à tout prix. Cette brèche ouverte avec la mobilisation exceptionnelle dont font preuve aujourd'hui les Etats membres démontre que, contrairement à ce qu'elle a toujours dit, l'UE a la capacité d'accueillir un très grand nombre d'exilé·e·s. Le réseau Migreurop réclame que cet élan de solidarité et d'accueil soit étendu à toutes les personnes quelles que soient l'origine, la nationalité, la couleur de la peau, la classe, etc.

Seule la liberté de circuler de toutes et tous pourrait enfin mettre un terme à l'apartheid global imposé à travers les frontières.

Communiqué du réseau Migreurop, 22 mars 2022

10 Migreurop, [Exils sans fin - Chantages anti-migratoires le long de la route des Balkans](#), 22 novembre 2021.

11 Migreurop, [Quand le HCR en Tunisie jette les personnes exilées à la rue comme des déchets](#), 18 février 2022.

12 The civil fleet Solidarity is not a crime, [Refugees in Libya highlight injustice of EU opening up borders to white people but not them](#), 27 février 2022 (traduction libre).